

SG/II/GC

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-deux le onze janvier, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Jean-Paul PUJOL, 1^{er} adjoint au Maire.

M. Gérard FORCADA intéressé à l'affaire ayant quitté la séance.

Etaient présents :

M. PUJOL, M. COMBES, Mme PAILHIEZ, M. VIVES, Mme. LECEA, M. MASUYER, M. JOLIS, M. LARRIGOLE, Mme JAFFUS, M. ROUGE, Mme. FERRET, M. GARCIA, M. CAUMEIL, M. SANTINI, Mme BARRAU-FERRET, M. FUMET, Mme. FUMET, M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme COURRIERE-CALMON, M. CASTELEYN

Mme. DANRE intéressée à l'affaire ayant quitté la séance.

M. JULIAN intéressé à l'affaire ayant quitté la séance.

Mme JULIAN intéressée à l'affaire ayant quitté la séance.

Ont donné mandat :

Mme BENET à M. PUJOL

M. PENAVAIRE à Mme. COURRIERE-CALMON

Mme FABRESSE-ROCA à M. DENARD

M. NOLOT à Mme. BAROUSSE

M. LAVAUD à Mme. JAFFUS

Mme. FITO à Mme. LECEA

Mme DA CONCEICAO à Mme BAROUSSE

Mme BIRKENER à M. FUMET

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 21

Nombre de procurations : 8

Date de la convocation : 5 janvier 2022

Date de l'affichage par extrait : 12 janvier 2022

Secrétaire de séance : M. Michel MASUYER

OBJET : DROIT DE PROTECTION FONCTIONNELLE A DES ELUS DE LA COMMUNE

RAPPORTEUR : JEAN-PAUL PUJOL

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Considérant que la commune souhaite mettre en place la protection fonctionnelle au maire et ses élus contre les attaques dont ils font l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou contre les mises en cause de leur responsabilité civile et pénale devant le juge pénal à raison de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Considérant que les membres du Conseil Municipal sont informés que des élus de la commune : M. Gérard FORCADA, Mme Sylvie DANRE, Mme Virginie JULIAN se sont constitués partie civile.

Considérant que M. Gérard FORCADA, Maire de la commune, Mme Sylvie DANRE, Mme Virginie JULIAN, élus de la commune portent plainte pour des faits de diffamations publiques dans le cadre de l'exercice de leurs missions. Ces faits pour lesquels ils ont porté plainte, ont été jugés le 18/11/2021 devant le tribunal judiciaire de Narbonne pour renvoi de l'affaire à la chambre correctionnelle du Tribunal Correctionnel de Narbonne.

Le Maire et ces élus ont effectué une demande de mise en œuvre de protection fonctionnelle sachant qu'une demande de protection fonctionnelle n'est enfermée dans aucun délai, pour la prise en charge de l'ensemble des frais inhérents à la procédure, y compris les frais de consignation.

Il est proposé au Conseil Municipal :

1. D'instituer le droit à la protection fonctionnelle à M. Gérard FORCADA, Mme Sylvie DANRE et Mme Virginie JULIAN du fait que le Maire et ces deux élus ont été mis en cause pendant l'exercice de leurs fonctions, que les propos tenus sont susceptibles d'être attentatoires à l'honneur et à la considération de la personne de Monsieur le Maire et de ces deux élus.
2. De prendre en charge les frais inhérents à cette protection fonctionnelle et de prendre en charge les frais liés à la procédure, y compris les frais de consignation.
3. D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à la mise œuvre de cette protection

Sur présentation et proposition de son rapporteur, Le Conseil Municipal,
Délibère à main levée,

Par 3 voix contre pour le groupe « Lézignanais de cœur », 7 voix contre pour le groupe « Expérience et Progrès », 1 voix pour de F. Casteleyn et 18 voix pour, du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible »

Autorise d'instituer le droit à la protection fonctionnelle à M. Gérard FORCADA, Mme Sylvie DANRE et Mme Virginie JULIAN du fait que le Maire et ces deux élus ont été mis en cause pendant l'exercice de leurs fonctions, que les propos tenus sont susceptibles d'être attentatoires à l'honneur et à la considération de la personne de Monsieur le Maire et de ces deux élus.

Décide de prendre en charge les frais inhérents à cette protection fonctionnelle et de prendre en charge les frais liés à la procédure, y compris les frais de consignation.

Autorise et mandate le Premier Adjoint pour signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette protection et à en assurer l'exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

011-211102033-20220111-2022-017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/01/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Premier Adjoint
Jean-Paul PUJOL

